

Lutte de classe

Il faut tenir et s'organiser contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement qui tente de faire croire que la grève à la SNCF et à la RATP serait sur le point d'être terminée, FO-cheminots a affirmé que les assemblées générales qui se sont déroulées dans tout le pays sont encore plus « *massives* » que les derniers jours ont largement reconduit le mouvement.

Lundi sur le perron de Matignon, le Premier ministre a répété « *Les principes sont connus de tous. Je comprends que certaines organisations syndicales, que des salariés, puissent être en opposition avec cette réforme et je leur dis que le gouvernement ne pourra pas bouger sur les principes parce qu'il a un mandat pour faire avancer cette réforme et pour aller vers l'harmonisation* »

Lundi soir il a encore réaffirmé qu'il ne « *céderait pas parce qu'il y a des trains qui ne roulent pas, des bus qui sont bloqués ou des métros qui ne fonctionnent pas* », exigeant une capitulation totale des cheminots.

Il a en outre soutenu que la contre-réforme des régimes spéciaux ne se fondait pas sur « *des raisons idéologiques* », ce que l'on sait parfaitement, elle s'inscrit dans le cadre de l'amplification des contradictions du système économique capitaliste dont la survie exige la liquidation de tous nos droits sociaux qui doivent être livrés à la marchandisation sur la base du capitalisme chinois (par exemple) qui doit dorénavant constituer le modèle de référence au capitalisme mondial.

Sur quoi vont porter les marchandages entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux ou la méthode Sarkozy-Thibault pour liquider une grève.

Fillon qui demeure inflexible sur le maintien des 37,5 annuités a expliqué « *en revanche, il y a beaucoup de sujets qui sont sur la table* ». Il a précisé « *je pense à ce sujet essentiel qui est celui de la garantie que les retraites, que le pouvoir d'achat des futurs retraités de ces entreprises ne sera pas diminué, eh bien, c'est de cela dont on discutera dans les entreprises* ».

Ce qu'ont très bien compris les journalistes de l'AFP qui ont relevé que « *les syndicats veulent, de leur côté, des contreparties, notamment pour le pouvoir d'achat des retraités* ». Des contreparties au passage à 40 annuités, donc à leur trahison, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Du côté de l'allié du gouvernement.

Delanoë a cru bon de dire : « *je crois en la démocratie sociale. La démocratie sociale, c'est négocier, négocier, se parler. La démocratie sociale a besoin de négociation. Et là, je trouve que le gouvernement n'a pas été à la hauteur* ». Merci monsieur Delanoë vous confirmez ce que j'avais expliqué avant les présidentielles, Royal aurait fait la même chose que Sarkozy mais plus vite et mieux, sans doute sans grève, et c'est bien la raison pour laquelle il était préférable que Sarkozy soit élu. Mais « *on peut se rattraper. Allons-y et allons-y vite* », a-t-il ajouté. Quelle horreur cette grève, la grève !

Il a continué sur le même thème cher à tous les corporatistes : « *la démocratie sociale, c'est le respect des partenaires et le compromis* ». Vous voyez que Delanoë emploie le terme *partenaires* dans le sens d'alliés et non dans celui d'opposants ou d'ennemis, ce qui est normal puisqu'il est dans un parti qui participe au gouvernement, et s'il utilise le même vocabulaire et les mêmes formules, c'est parce qu'il ne peut pas inscrire son discours dans une logique d'affrontement avec le gouvernement, voilà tout.

De notre côté en tant que militants révolutionnaires, notre conception de la démocratie consiste uniquement à défendre exclusivement les intérêts des travailleurs en menant notre combat sans compromis contre notre ennemi de classe.

Pour notre part, la véritable démocratie, c'est le combat classe contre classe, c'est l'arme de la grève, de la grève générale, la révolution prolétarienne, le soulèvement armé, la dictature du prolétariat et l'armement de la classe ouvrière pour en finir avec ce régime capitaliste.

La sarkomédia a du plomb dans l'aile.

Sarkozy, échaudé par l'accueil qu'il avait reçu par les cheminots à Saint-Denis et les marins-pêcheurs en Bretagne, se garde bien d'apparaître ont noté les journalistes, et pour cause, il sait très bien que son élection repose avant tout sur une énorme tromperie et qu'il est honni par la très grande majorité du prolétariat.

Ce qui n'empêche pas son conseiller pour les affaires sociales Raymond Soubie d'affirmer que le président « *suit de très près la situation* ». « *Il la suit personnellement et continûment* », « *le président est de bout en bout en pilotage du dossier* », renchérissent deux autres proches du dossier, mais on n'en a jamais douté un seul instant.

Quant a son silence médiatique des derniers jours, l'un de ses proches a avancé une hypothèse qui ne manquera pas de faire marrer les militants « *Il ne faut pas user la parole présidentielle au milieu d'un conflit !* », en réalité, sa simple apparition passerait pour une provocation au près des cheminots.

Il est vrai qu'au rythme hystérique avec lequel il en a usé et abusé depuis son élection, elle risque d'être usée prématurément, alors qu'il est en chute libre dans tous les sondages. Tout cela n'est pas pour nous déplaire, c'est même plutôt encourageant pour la suite.

Mais Sarkonapoléon le paranoïaque peut réapparaître à tout moment comme le souligne prudemment Soubie : « *Soit le conflit s'éternise et le président peut parler pour dire qu'il faut sortir de la crise, soit le conflit est fini, et le président peut également parler pour en tirer les conséquences. Mais à quoi cela rimerait que le président s'exprime et que le conflit continue ?* ».

Autrement dit, il vaut mieux qu'il la ferme pour le moment au lieu de parler pour ne rien dire ! Il serait face à une situation que ses petits camarades dirigeants syndicaux n'arrivent pas à maîtriser que cela ne m'étonnerait pas, vous ne pensez pas ?

Je pense que pour infliger une défaite au gouvernement, à l'instar de la coordination nationale des étudiants, il faudrait que tous les travailleurs en grève dans le pays puissent se rassembler dans un organisme équivalent, à ceci près que cette coordination devrait avoir une existence permanente et ne devrait pas disparaître à la fin d'une bataille, elle serait alimentée par les mouvements sociaux qui se déclencheraient et pourrait constituer un point d'appui déterminant, sinon pour préparer la grève générale qui ne se décrète pas, mais pour qu'elle se transforme en un organisme politique indépendant une fois la grève générale déclenchée... Avant d'en arriver là, elle constituerait assurément un soutien à

l'ensemble des travailleurs en grève contre le patronat qui se sert les coudes et qui est fortement organisé avec ses syndicats, dont le Medef présent à l'échelle nationale.

J'ai évidemment parfaitement conscience qu'aucun parti aujourd'hui ne reprendra cette proposition qui nous permettrait de faire un pas décisif vers notre objectif : la chute du régime et la prise du pouvoir par le prolétariat. On peut cependant inscrire cette stratégie dans le programme du parti révolutionnaire, qui demeure malheureusement en devenir.

(source : AFP 19.11)

Grève aux NMPP.

Suite à un appel à la grève d'une des branches du syndicat du Livre, le Syndicat du livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT), aucun quotidien national ne devrait paraître mardi.

Le SGLCE-CGT appelle à la grève suite à la réorganisation industrielle et sociale des NMPP (350 suppressions de postes annoncées mardi dernier), sur des questions de négociations salariales et en soutien aux fonctionnaires en grève mardi.

(source AP 19.11)